Des événements qui nous bouleversent. Un appel de chrétiens et de juifs pour une parole de discernement et de paix

01/02/2026 | Des membres de communautés juives et chrétiennes

La déclaration suivante, rédigée par un groupe de personnes engagées dans le dialogue entre juifs et chrétiens, lance un appel au discernement et à la nuance dans les discours et analyses des chrétiens sur la situation en Israël depuis le 7 octobre 2023.

15 janvier 2026 – En ce début de nouvelle année civile, alors que la situation en Israël semble marquer une pause – qui demeure cependant préoccupante à bien des égards – quelques réflexions sur les discours et analyses qui ont circulé et circulent sur ce conflit sont nécessaires.

Nous, membres de communautés juives et chrétiennes, vivant en Israël ou ailleurs, engagés dans le dialogue, exprimons notre profond bouleversement et notre compassion devant les souffrances humaines provoquées par les massacres du 7 octobre 2023 et par la violence qui s'est ensuite déployée dans la région, frappant durement les populations juives et palestiniennes. Nous condamnons les violences terroristes aveugles visant indistinctement les civils — femmes et enfants — quels qu'en soient les auteurs. Ces souffrances sont aujourd'hui alourdies par leur instrumentalisation au service de discours idéologiques qui troublent et entravent le discernement. Le fait que ceux-ci trouvent un écho jusque dans certains milieux chrétiens nous inquiète profondément et nous conduit à estimer nécessaire de prendre la parole.

Nous parlons en conscience, avec gravité et responsabilité. Cette souffrance nous atteint, nous oblige et nous engage moralement. Elle appelle des paroles justes, mais aussi une vigilance accrue dans la manière même de parler, car toute parole religieuse peut soit ouvrir des chemins de guérison, soit approfondir les blessures. C'est précisément au nom de cette exigence morale que nous ne pouvons rester silencieux. Les traditions juive et chrétienne enseignent que la vérité exige l'humilité, c'est-à-dire la reconnaissance de nos limites, de nos angles morts et de notre incapacité à saisir seuls toute la complexité du réel.

Nous sommes particulièrement troublés par l'usage répété du terme de génocide, véhiculé y compris dans des milieux et médias chrétiens, comme affirmation définitive contre Israël. Une telle qualification engage à la fois notre conscience morale et notre responsabilité collective, et doit être abordée avec rigueur et discernement, pour prévenir tout abus ou instrumentalisation, protéger la mémoire des victimes authentiques et éviter toute banalisation du terme, qui priverait les victimes de protection réelle. La prudence impose donc de ne pas transformer une accusation grave en certitude absolue, ni de l'instrumentaliser à la manière d'un slogan facile et rapide, car confondre indignation morale et qualification juridique affaiblit à la fois la justice, la crédibilité du droit et la parole religieuse elle-même.

Nous sommes également alarmés lorsque l'on essentialise le sionisme, l'État d'Israël et, par glissement, les Juifs en général, en les présentant comme intrinsèquement coloniaux, racistes ou criminels. Une telle approche refuse de reconnaître la pluralité des histoires, des expériences et des consciences. De même, au sein de la société israélienne, y compris parmi les communautés chrétiennes du pays, beaucoup se considèrent comme partie intégrante d'Israël et participent

pleinement à la vie du pays. Ces réalités, souvent invisibilisées, rappellent qu'aucun peuple ne peut être enfermé dans une seule voix ni dans une posture unique. Pour nombre d'entre nous, juifs et chrétiens liés à Israël, le sionisme recouvre des récits multiples, parfois contradictoires, marqués par l'exil, les persécutions, la Shoah, la quête d'un refuge, mais aussi par des aspirations diverses à la sécurité, à la justice et à la paix. Réduire cette pluralité à une idéologie unique du mal revient à nier des trajectoires humaines complexes et à rendre le dialogue impossible.

Il nous paraît indispensable de rappeler que l'Église catholique, par la voix du Saint-Siège, a reconnu de manière explicite le lien historique et ancestral du peuple juif avec la Terre d'Israël. Cette reconnaissance s'enracine notamment dans la déclaration *Nostra Aetate* du Concile Vatican II, qui rejette toute théologie de substitution et affirme la permanence du peuple juif dans l'histoire du salut. Elle a logiquement conduit, sur le plan politique, à la reconnaissance diplomatique de l'État d'Israël en 1993, qui constitue la reconnaissance politique de la souveraineté retrouvée du peuple juif sur sa terre, proclamée en 1948 et validée par la communauté internationale via son admission aux Nations unies. Sous les pontificats successifs de Jean-Paul II, Benoît XVI et François, le Saint Siège a réaffirmé que le peuple juif n'est pas un peuple étranger ou colonial sur cette terre, mais qu'il y entretient un lien historique profond, distinct de toute évaluation critique des politiques d'un gouvernement donné. Rappeler cela ne nie aucune injustice subie par d'autres populations mais relève d'un discernement fidèle à la vérité historique et aux fondements du dialogue judéo-chrétien.

Il est essentiel, dans notre lecture des événements, de ne pas se laisser entraîner par l'émotion provoquée par les images et les récits, mais faire preuve d'un discernement attentif et d'une humilité constante, sans réduire la complexité humaine et historique à une opposition clivante absolue entre oppresseurs et opprimés. Affirmer la complexité de la situation ne revient pas à se désengager, mais à refuser de s'engager de façon réductrice et simpliste. Une telle lecture conduit à figer les identités, à stéréotyper les groupes et à enfermer des peuples dans des rôles immuables. La vérité sur le terrain est toujours plurielle et nuancée. La charité, l'amour et la compassion pour tous doivent guider notre parole et notre critique, afin de défendre la dignité de toutes les populations sans en effacer aucune.

Il convient notamment d'éviter de mêler plusieurs registres distincts — matériel, politique, historique et théologique — qui obéissent à des logiques différentes et peuvent entrer en tension lorsqu'on parle de la terre d'Israël. La question ne se réduit pas à décider qui était là en premier. Le récit biblique souligne bien que la terre de Canaan est habitée par plusieurs populations. Les traditions juive et chrétienne, n'ont jamais réduit la terre à une simple dimension matérielle. La terre est aussi porteuse de sens spirituel, éthique et symbolique. Pour le peuple juif, la dimension historique et physique de sa présence en Israël est réelle, documentée. Elle est constitutive de son identité, et de sa vocation. Nier cette réalité ouvre la voie à la négation de ses droits et de son lien ancestral avec cette terre. En mêlant les registres sans les distinguer, ou bien en les tronquant, on prive les traditions religieuses de leur capacité à apporter une contribution constructive aux conflits et à leur dépassement.

Il est nécessaire par ailleurs de rappeler la présence ancienne dans la région d'autres peuples et minorités — notamment des Druzes, des Bédouins, des Samaritains et d'autres communautés — porteurs de leurs propres histoires, et qu'elles ont choisi d'engager leur avenir au sein de l'État d'Israël. Le silence sur ces populations pose une question morale grave: leurs droits, leur voix, et leur dignité sont-ils considérés comme négligeables? Cette réalité, sans nier les injustices persistantes ni idéaliser les politiques menées, montre que la situation ne peut être enfermée dans un récit unique, où un seul acteur incarnerait tous les droits et un autre toutes les fautes. La fidélité à la dignité humaine impose de reconnaître toutes les communautés, dans leur diversité, leurs droits et leurs souffrances, sans les dissoudre dans un récit réducteur qui valorise certaines identités au détriment des autres.

Nous sommes choqués lorsqu'une asymétrie morale relativise certaines violences tout en absolutisant d'autres, au risque de hiérarchiser les victimes. Toute vie humaine est sacrée. Les crimes commis contre des civils, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, doivent être nommés, condamnés et jugés avec la même clarté morale, sans aucune justification, ni relativisation. Il faut combattre la radicalisation des récits. Il relève de notre devoir éthique de peser les effets concrets des mots utilisés. Une parole qui ferme les chemins du dialogue prépare rarement la réconciliation qu'elle invoque, ni le pardon.

Nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la dignité et aux droits de toutes les populations de la région, dans la reconnaissance que chaque peuple porte une histoire, une vocation et une responsabilité propres. Cette fidélité nous conduit, notamment, à respecter les aspirations légitimes des Palestiniens, tout en affirmant le droit du peuple juif à la sécurité et à la reconnaissance de son lien historique et spirituel avec cette terre. Refuser de choisir entre ces engagements n'est pas une position de confort, mais une exigence morale et spirituelle. Nous croyons que la justice sans vérité devient idéologie, et que la vérité sans amour devient violence.

En ces temps sombres, nous appelons les responsables religieux et les consciences croyantes à une responsabilité accrue. Nos paroles peuvent apaiser ou enflammer, ouvrir des chemins ou les fermer durablement. Fidèles à nos traditions respectives, nous choisissons de continuer à chercher ensemble une parole de vérité portée par la justice, éprouvée par le discernement et soutenue par l'amour sans lequel aucune paix véritable n'est possible. C'est ce que nous dit le psalmiste :

> «Amour et Vérité se rencontrent,
> Justice et Paix s'embrassent;
> Vérité germera de la terre,
> Et des cieux se penchera la justice» (Psaume 85, 11-12).

Puisse l'année nouvelle faire porter du fruit aux efforts d'Israéliens et de Palestiniens qui œuvrent de longue date pour des relations pacifiques et constructives, et qui, malgré la détérioration des relations continuent avec courage et foi. Ils méritent d'être mentionnés, encouragés et soutenus.

- **Père Louis Marie Coudray**, prieur de l'abbaye bénédictine de Notre-Dame de la Résurrection à Abu Ghosh.
- **Chief Rabbi David Rosen**, KSG, CBE, co-président international de *Religions for Peace*.
- **Prof. Dr. Christian M. Rutishauser,** SJ, professeur d'études juives et de théologie, Université de Lucerne.
- **Dr. Thérèse Andrevon Gottstein**, Institut catholique de Paris (ICP) et Elijah Interfaith Institute.
- **Prof. Donizetti L. Ribeiro**, assistant du supérieur général des Frères de Sion, établi au Brésil.
- **Prof. Dr. Roberta Ascarelli**, présidente de la Fédération des Amitiés Judéo-Chrétiennes d'Italie.
- **Jean-Dominique Durand**, président de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France (AJCF).
- **Joël Thierry,** secrétaire général de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France (AJCF).
- **Prof. Marco Cassuto Morselli,** président émérite de la Fédération des Amitiés Judéo-Chrétiennes d'Italie.
- **Prof. Dr. Gavin D'Costa,** professeur à l'Université pontificale Saint-Thomas-d'Aquin ; professeur émérite à l'Université de Bristol.
- **Rabbi Dr. Dov Maimon**, directeur de recherche au Jewish People Policy Institute (JPPI).
- **Yisca Harani,** directrice du *Religious Freedom Data Centre*.
- **Dr. Tobias Wallbrecher**, membre de l'association *Ricordiamo Insieme.*

- **Friederike Pesch Wallbrecher**, membre de l'association *Ricordiamo Insieme*.
- **Rivka Spizzichino,** membre de l'association *Ricordiamo Insieme*.

Source: Déclaration transmise par la Dr. Thérèse Andrevon Gottstein, pour l'équipe de rédaction. Le texte est disponible sous forme de pétition à signer sur le site change.org.